

Esquisse d'une métropole inclusive, une « métropole des possibles »

De novembre 2019 à janvier 2020, plus d'une dizaine d'ateliers participatifs mobilisant plus de 160 personnes d'horizons sociaux divers (institutions, associations, entreprises, citoyens) ont été organisées en différents lieux du territoire métropolitain par le service cohésion sociale de la métropole AMP et animés par Laurent Bielicki et Tarik Ghezali.¹

Face à la croissance des inégalités sociales et territoriales et aux multiples défis et mutations auxquelles nous allons être confrontés dans les prochaines années, l'objectif était de croiser les regards, les idées, les propositions et d'imaginer ce que pourrait être une métropole plus inclusive. Aujourd'hui l'inclusion est un champ réservé à quelques spécialistes, travailleurs sociaux, éducateurs ou militants œuvrant à travers des dispositifs spécifiques. Mais ne devrait-elle pas plutôt être l'affaire de tous ?

Les ateliers du vendredi furent riches en coups de cœur, en coups de gueule, en pistes d'actions et propositions concrètes. En voici une trace², que nous espérons fidèle aux échanges. Nous ne prétendons pas rendre compte ici de l'intégralité des ateliers mais plutôt des éléments les plus récurrents et les plus convergents.



1 - Au cœur de la métropole inclusive, un fort besoin de fraternité

Une identité métropolitaine à construire à partir de la diversité et des singularités du territoire

Si l'on se sent de quelque part, c'est avant tout aujourd'hui de son quartier ou de sa ville. C'est surtout dans l'espace de proximité que le sentiment d'appartenance s'exprime. La métropole comme territoire vécu ne génère pas encore un sentiment d'attachement ou d'identité. Elle évoque davantage une dimension institutionnelle lointaine, voire repoussante, qu'un territoire partagé par une communauté humaine, une communauté de destin. Le nom lui-même d'AMP, est mis en question. *« Il faudrait avoir un vrai nom pour la métropole » et « trouver ou construire, les emblèmes, les symboles qui nous rassemblent comme la Bonne-Mère ou l'OM. »*

¹ Laurent Bielicki est chargé de mission à Cité Ressources – CRPV Paca et Tarik Ghezali, fondateur de la Fabrique du Nous.

² Les passages en italiques sont des verbatim notés lors des ateliers

[Tapez ici]

La spécificité de la métropole, c'est aussi son polycentrisme, ses grandes et petites villes, sa diversité culturelle, son cosmopolitisme, des accents de Méditerranée et de Provence... Cette diversité, si elle peut enfermer chacun dans son univers, pourrait aussi être davantage mise en avant, valorisée comme un marqueur du territoire métropolitain, dans une logique d'archipel, avec des îlots reliés... Dans la perspective d'une métropole inclusive, cette diversité doit être mise en partage... et célébrée dans une fête annuelle de la métropole qui puisse fédérer, montrer la richesse du territoire, inviter à la découverte.

Tisser les liens

Construire un sentiment métropolitain et l'identité métropolitaine suppose en effet de créer davantage de ponts, de liens pour rencontrer l'autre, le voisin proche ou plus lointain. Il s'agit de dépasser l'entre-soi choisi ou subi qui caractérise souvent nos modes de vie, faire reculer la crainte et les égoïsmes et, au contraire, favoriser les relations, la découverte, les échanges pour « *une métropole où tout le monde (re)trouve sa place* », « *puisse se sentir légitime* », « *une métropole où la peur recule* ».

2

Être curieux de l'autre, s'enrichir de l'autre ; veiller à se rencontrer, se découvrir, se comprendre, s'accepter. Loin d'une approche technocratique et gestionnaire, la dimension fraternelle et la qualité des relations humaines sont au cœur même de la dynamique d'une métropole inclusive qui vise à relier les individus, les cultures et les territoires infra-communautaires, tout en respectant leur singularité. Dans cette perspective, ce qui amplifie les échanges et la mixité sociale sera recherchée. Favorisons « l'inter » : le jumelage entre quartiers, les échanges inter-entreprises, les projets inter-écoles, les actions intergénérationnelles... bref, les actions permettant le brassage des gens, la découverte des lieux, l'appartenance au territoire, « *la possibilité de rêver ensemble, car la mixité sociale est élévatrice.* »

Agir, s'engager solidairement pour une métropole fraternelle

La métropole inclusive est une métropole solidaire, au sein de laquelle les logiques d'entraide et de coopération sont mises en avant. « *La société civile doit être encouragée à se mobiliser en faveur des autres.* » « *Il faut rêver* » et imaginer que se répande progressivement un esprit de solidarité collective et individuelle avec le déploiement d'initiatives de partage (« *partage ta piscine* », « *partage ton jardin* », « *partage ton bateau* », « *partage ton temps* »). Imaginer et organiser une « *journée annuelle dédiée à la solidarité, à la coopération et à l'entraide métropolitaine* » et inciter la mobilisation des citoyens, des entreprises, des institutions. « *Ensemble avec le soutien et l'impulsion des institutions il est possible de recréer des dynamiques permettant aux personnes de se sentir davantage concernées, impliquées.* » « *Avoir la possibilité de donner du temps, s'investir dans la vie locale et dans des activités collectives, y compris quand on est au chômage...* » « *On pourrait par exemple mettre en œuvre une journée des actions sur l'ensemble du territoire métropolitain avec notamment les écoles, collèges et lycées...* »

La métropole inclusive, c'est donc une métropole dont la ressource première est la richesse humaine ; une métropole de la reconnaissance et de la confiance, accueillante, bienveillante, solidaire. Ainsi cette invitation à dépasser le chacun chez soi et le chacun pour soi est l'un des premiers ferments de la métropole inclusive, une métropole du « *nous tous* ». Les ateliers du vendredi ont tous résonné de ce même désir. Paradoxalement, même si aujourd'hui nous ne connaissons peut-être pas nos voisins, s'exprime pourtant un réel de besoin de partage et de fraternité.

2 - Décideurs : un nouveau pacte de gouvernance fondé sur l'exemplarité et l'ouverture à la société civile

Porter l'ambition de l'inclusion en partant des réalités vécues

La métropole inclusive est donc une métropole du lien, dans laquelle on peut se parler plus, se rencontrer plus, être moins isolé et se sentir plus en capacité d'agir individuellement et collectivement. Cette ouverture à l'Autre ne concerne pas uniquement les habitants de la métropole dans les changements à introduire dans leurs modes de vie, leurs représentations et leurs comportements mais également les décideurs politiques, dans leur capacité à incarner et guider cette ambition d'un territoire à « *haute qualité humaine*. »

Dans le territoire métropolitain, les défis sont nombreux et plusieurs sujets comme la mobilité, l'habitat, la précarité, la qualité de l'environnement, l'avenir de la jeunesse, particulièrement préoccupants. Le taux de pauvreté y est plus élevé que sur l'ensemble des métropoles françaises. Les écarts de développement entre les territoires les plus pauvres et les plus riches n'ont cessé de s'accroître au cours des 20 dernières années. Les quartiers les plus précaires regroupent plus de 300.000 habitants soit l'équivalent des villes de Nantes ou de Nice. Ici, dans ce qui constitue le réservoir démographique du territoire, plus d'un enfant sur deux vit sous le seuil de grande pauvreté. Ces éléments appellent à des pratiques et des choix politiques mettant au cœur la question de l'inclusion. « *Il n'est plus possible de jouer petit, de se satisfaire de petites victoires.* » « *Moins de lobby et plus d'intérêt général !* ». « *Quelle métropole pour quelle société ?* »

Les difficultés à construire une vision commune du territoire, à bâtir des choix d'avenir, à mettre en œuvre une solidarité territoriale, à prendre davantage en compte les besoins des métropolitains et en particulier les plus vulnérables, sont pointés du doigt. « *On crée des mondes qui vivent à côté des autres, mais pas avec les autres.* » La métropole, dans une construction laborieuse qui ne s'est pas faite sans heurt, génère aujourd'hui une image cacophonique de mésalliance, de conflits, de défaillance collective face aux enjeux actuels et à venir. Le jugement est souvent abrupt : « *240 conseillers métropolitains et 459 conseillers de territoires, c'est trop d'élus et pour quels résultats !* »

Les attentes vis-à-vis des décideurs politiques reflètent celles adressées à la société civile : dépasser les lobbies, les égoïsmes, les approches partielles ; transformer les pratiques et les comportements « *où chacun défend son bout de gras au détriment de l'intérêt de tous* » pour embrasser plus largement les défis à venir et œuvrer à construire une communauté reliée, pacifiée, en dialogue, soucieuse du bien commun. « *Remettons l'humain au centre* », « *trouvons les intérêts partagés* », « *partons du besoin des gens* » ; *construisons un territoire en commun soucieux d'équité.* »

L'objet est donc moins pour la métropole de « *chercher à reproduire et imiter les standards* » de ses consœurs nationales ou internationales, mais bien de se construire à partir des réalités et des spécificités locales. « *Nous n'avons pas le même taux de cadres, de personnes diplômées* », nous avons d'autres atouts qu'il s'agit de valoriser, des ressources à activer « *sans forcément rentrer dans des modèles de développement stéréotypés et peut-être inadaptés à notre situation.* »

Renouveler la relation aux citoyens, à la société civile : une métropole de la confiance

Un besoin de renouvellement des pratiques politiques s'exprime. Dans la mesure « *où l'élection ne donne pas mécaniquement la compétence* », ouvrir le cercle de la réflexion et de l'élaboration de projets aux acteurs locaux et aux citoyens devient essentiel. L'écoute, la mise en débat, la co-construction, la codécision peuvent se généraliser comme vecteur de modernisation de l'action publique. « *La métropole doit aller vers les citoyens, leur donner les capacités d'agir.* » « *Il faut ouvrir les lieux de décision, et notamment aux plus vulnérables.* »

Associer - réellement - les énergies, les volontés est sans doute l'un des moyens de façonner une citoyenneté active, une démocratie d'engagement ; de construire des stratégies et des projets plus adaptés car partagés et une « *élaboration collective des solutions permettant de dépasser le perpétuel rejet de la faute sur l'autre.* » Car travailler ensemble c'est aussi bâtir collectivement une responsabilité commune.

Dans cette perspective, s'exprime également la nécessité d'une plus grande transparence de l'action publique et un besoin plus fort de contrôle citoyen, faute de quoi la dénonciation, « *les actions de name and shame* » pourraient se généraliser ».

La métropole inclusive est celle qui doit chercher à « *dépasser l'esprit de clocher, la somme des intérêts personnels qui ne forme pas l'intérêt général et ne produit pas les transformations nécessaires.* » « *Loin des concurrences, des préjugés et de l'individualisme outrancier* », elle élabore un nouveau pacte de gouvernance « *réorganisant le dialogue avec tous les acteurs du territoire et plaçant les citoyens au cœur des débats.* »

4

3 - L'institution métropolitaine : pour une institution utile et différente, la « métropole des possibles »

L'utilité sociale au cœur de l'institution : une métropole utile

« A quoi servez-vous ? » Telle est l'une des questions les plus récurrentes qui nous a été posée lors des ateliers participatifs. Au-delà du fait que les champs de compétence métropolitains demeurent souvent obscurs aux yeux des citoyens et que l'action de la métropole n'est pas toujours lisible, cette question traduit surtout la crainte et le rejet d'une forme de bureaucratie plutôt déshumanisée trouvant en elle-même sa fin. « *C'est l'empire des cases (verticales) dans lesquelles il faut rentrer, même quand on dépasse.* »

Le fonctionnement en silos, le cloisonnement des services, l'absence de transversalité et de vision globale, la dimension descendante, la lourdeur des procédures administratives, la difficulté à identifier précisément le « qui fait quoi » sont l'objet de vives critiques. Celles-ci ne visent d'ailleurs pas exclusivement la métropole mais plutôt le fonctionnement des institutions en général.

De manière plus spécifique cependant, alors que s'exprime un fort besoin de proximité et un accès facilité aux services publics, la métropole dans sa dimension institutionnelle, avec six conseils de territoire et un conseil métropolitain, apparaît lointaine, compliquée et insuffisamment connectée aux réalités quotidiennes des habitants. Elle est perçue bien souvent comme une administration supplémentaire complexifiant davantage le paysage institutionnel, s'éloignant toujours plus du citoyen, sans qu'on perçoive véritablement sa valeur ajoutée.

Le « *trop lointain, le trop gestionnaire, le trop curatif, le trop vertical, le trop cloisonné, le trop divisé, le temps trop long de l'action* » s'opposent ainsi à une vision d'une métropole utile. Aussi la métropole inclusive ne doit pas être la reproduction d'un modèle d'organisation classique déjà éprouvé et limité mais se doit au contraire d'imaginer et d'innover dans la forme (l'organisation) et dans le fond (la stratégie). Elle ne doit pas être du « *plus d'administration* » mais du « *mieux d'administration* ».

Au besoin impérieux « *d'un projet commun, d'un fil conducteur à l'action* » dont l'inclusion peut constituer un référentiel pour l'action publique, s'ajoute la nécessité de « *faire autrement* ». « *En écho à la devise des forces de l'ordre « assister, servir, protéger* » la devise de la métropole pourrait être « *écouter ; insuffler ; rendre possible.* » Dans cette voie, la métropole inclusive doit devenir « *agile,*

facile, reliée, anticipatrice, adaptative, humaine, participative et créative, en capacité de penser la proximité du quotidien et la stratégie du grand territoire dans le long terme. »

C'est donc « *un changement de posture et un changement de méthode* » qui se profile de manière à ce que « *la métropole se mette en situation de facilitatrice* » en se demandant « *comment je peux aider ?* » Cette exigence pourrait même s'inscrire dans les fiches de poste des agents et questionnée dans leur évaluation annuelle : « *être au service des usagers, des associations, du partenariat, du territoire...* »

Sur le volet organisationnel, l'habitude du cloisonnement et du fonctionnement en silo pourrait être dépassé par une systématisation des « *approches inter-DGA* », sur des logiques de projet, croisant les regards et les compétences. Par ailleurs, une « *DGA créative, mobilisant les compétences et les désirs* » pourrait être créée pour impulser cette nouvelle culture de l'action publique en proposant des modèles innovants et plus efficaces. Ceux-ci devraient davantage prendre en compte les réalités du quotidien, l'échelle de proximité ainsi que les contraintes des acteurs de terrain de manière à faciliter leur action (plans pluriannuels de financement, simplification administrative, co-construction, appel à solutions, etc.).

5

Relier, insuffler, coconstruire, démontrer : la métropole des possibles

Les dynamiques de participation sont au cœur de ce changement de posture et de méthode. A ce titre les expériences de budgets participatifs testés à Port de Bouc et à Marseille (Belle de Mai) dans le champ de la cohésion sociale constituent sans doute des initiatives à essaimer et amplifier.

Pour être inclusive la métropole se doit d'être animatrice en proposant en proximité, comme dans le cadre de nos ateliers du vendredi, des espaces de rencontre et de réflexion collective. Ceux-ci permettront de croiser les horizons sociaux, les expériences et les idées, en partant davantage des territoires et des besoins pour imaginer l'action à conduire. « *L'espace public doit être animé, mis en dialogue.* » « *Il est essentiel de construire ces passerelles entre société civile et politiques publiques, de construire des espaces communs de discussion, de création et d'évaluation.* » Il est nécessaire « *d'impulser des initiatives et aussi savoir déjà les repérer lorsqu'elles existent, les reconnaître, les mettre en lien, les amplifier.* »

La métropole des possibles doit pouvoir insuffler, canaliser les énergies, s'appuyer sur les expériences déjà présentes dans le territoire pour multiplier l'élaboration de projets à forte valeur d'utilité sociale dans des domaines très variés : « *alimentation, épicerie solidaire, éducation, lecture, culture, sport, intergénérationnel, santé, services de proximité, économie, tiers lieux...* » « *Il faudrait initier 5.000 projets solidaires pour la métropole, petits ou grands.* » Cette philosophie de l'action fondée sur l'émergence de projets démonstrateurs permettrait de concrétiser progressivement la métropole inclusive et en même temps façonner un état d'esprit, une culture commune.

4 – De la qualité de vie à une vie de qualité, des champs d'interventions thématiques prioritaires :

Les ateliers du vendredi ont permis d'aborder de nombreuses thématiques de la métropole inclusive. Certaines constituent des approches transversales, en particulier : la place des femmes et les questions de l'égalité entre les sexes ; la meilleure prise en compte de la jeunesse ; les sujets relatifs aux luttes contre les discriminations... Ces axes doivent constituer un point de vigilance permanent dans le cadre d'une métropole inclusive.

Parmi les nombreux autres sujets évoqués nous n'aborderons ci-dessous que les thématiques les plus récurrentes et jugées prioritaires.

[Tapez ici]

L'inclusion par la nature

Lorsqu'ils évoquent leur territoire de vie idéal, les participants aux ateliers participatifs témoignent d'une grande convergence pour dessiner un endroit « *où il fait bon vivre, bien grandir et bien vieillir* », où une relation nouvelle se construit entre l'homme et son environnement, dans un cadre sauvegardé, respectueux de la biodiversité, laissant place à la beauté, ménageant la nature, facilitant la (re)découverte des milieux et des paysages.

En particulier, la mer, si proche et en même temps si peu accessible pour certains, devient un fil rouge à partir duquel tisser de nombreuses activités : pédagogiques (découvrir et protéger les milieux) ; sociales et ludiques (*développement et découverte des sports d'eau et des activités nautiques, notamment dans la perspective des JO 2024 ; proposer un système de bateau partage...*) ; économiques (à l'image des chantiers de la Ciotat) ; d'ouverture au monde et à l'international... Ce « retour à la mer » comme moyen de se relier autour d'un bien commun mériterait la « *création d'un office métropolitain de la mer* », en charge de construire cette stratégie. Notons qu'un Livre bleu du littoral a été voté par le conseil métropolitain en juillet 2018. Il définit les grandes orientations de la stratégie littorale et maritime sur 2018-2022 et identifie 100 actions, pour l'instant sans réelle mise en œuvre. Porter plus fort cette ambition pour la mer et ses liens aux champs économiques, sociaux et environnementaux est nécessaire.

La ville est aussi l'objet d'une attention particulière dans cette recherche de qualité. Les espaces urbains de la métropole inclusive sont « *réhumanisés* », « *le béton est ouvert* » et laisse de la place pour les jardins et les espaces publics qui facilitent la vie sociale. « *Des arbres tous les 20 mètres, des lieux ouverts, de partage avec des espaces verts dans un rayon proche des habitations ou bien à proximité des stations de métro (...) moins de voitures et plus de vert.* » Une ville où « *l'on bénéficie aussi enfin d'un service de nettoyage et de gestion des déchets efficace.* » La qualité de la vie en ville est l'objet de nombreuses attentes visant également la présence de services au public en proximité, de lieux d'accueil loin des pratiques dématérialisées qui génèrent une fracture numérique. Une ville où la question des temps sociaux serait également davantage prise en compte. « *Les supermarchés ouvrent bien le dimanche et pourquoi pas les médiathèques ?* »

De façon plus structurelle, au-delà du verdissement, la métropole inclusive doit pouvoir porter « *un projet d'excellence écologique et de la qualité de vie : préservation, mise en valeur et développement des espaces naturels, protection de la biodiversité, etc.* » Elle peut s'inspirer des démarches existantes et éprouvées : « *territoires en transition, territoires à énergie positive ou encore territoires zéro déchets.* » Dans cette perspective, plusieurs pistes de travail sont évoquées comme importantes :

- Les questions liées à l'alimentation (projet alimentaire territorial, développement des circuits courts et restauration scolaire, lutte contre la précarité alimentaire, agriculture urbaine...),
- La transition énergétique et le développement d'une plateforme territoriale portée par la métropole et dédiée à la rénovation énergétique des bâtiments (incluant la précarité énergétique),
- Le soutien au développement de l'économie circulaire,
- Le champ des transports et le développement d'alternatives au tout voiture (développement des transports en commun, tarification réduite ou gratuite pour tout ou partie des publics, développement de l'autopartage, du covoiturage, des modes doux, vélo, marche, etc.)
- La santé et la lutte contre la pollution

Le développement d'une vie plus « verte » dans un environnement privilégié ne doit pas s'adresser qu'aux populations favorisées bénéficiant déjà des aménités urbaines. Elle se doit d'être équitable. Dans ce cadre, des perspectives nouvelles se proposent aux quartiers les plus défavorisés. Ceux-ci peuvent devenir pionniers de cette réorientation écologique à travers le développement de l'agriculture urbaine,

[Tapez ici]

du déploiement des jardins partagés, d'espaces verts, etc. Il est essentiel d'assurer le « *passage des QPV (quartiers prioritaires de la politique de la ville) à de nouveaux QPVerts* », ou « *cités vertes* » et de tisser le fil de l'ensemble des activités qui peuvent déboucher de ces mutations.

L'inclusion par l'économie

Avec un taux de chômage des 15-64 ans de plus de 15% (pouvant dans certains quartiers atteindre 40%) ; un actif sur deux n'ayant pas le bac, la question de l'emploi est préoccupante dans le territoire métropolitain. Même s'il existe de nombreux dispositifs institutionnels dans le champ de l'insertion professionnelle, il est essentiel de davantage mobiliser les milieux économiques pour faciliter l'inclusion. « *Il faut les inciter à s'engager davantage, en partageant le fait qu'on a tous des intérêts communs à aller ensemble vers des démarches d'inclusion.* » « *Mobiliser 100, 1000 entreprises du territoire pour l'inclusion, n'est-ce pas envisageable ?* »

Dans le champ de l'entreprise, les clauses sociales ou encore les pratiques de RSE se développent. Les « *raisons d'être* » de l'entreprise ne se limitent plus seulement à la génération de bénéfices mais entrent dans des dimensions plus larges et plus socialement responsables. Nombreuses d'entre elles sont déjà actives. Dans ce mouvement, l'idée de mieux structurer et de valoriser l'engagement des milieux économiques dans un cadre métropolitain apparaît pertinent. Ainsi un « *Métropolitan Citizen Act actant l'engagement des entreprises pour embaucher les talents du territoire* » pourrait être créé.

Il s'agirait également « *de renforcer les actions favorisant la relation des jeunes aux entreprises* ». Si là encore de nombreuses initiatives existent (« *petits dej, match de foot, coaching, parrainage etc.* »), la démultiplication est nécessaire de manière à la fois à franchir un seuil significatif de personnes mais aussi à construire un état d'esprit, une culture de l'ouverture et de l'inclusion. Dans ce cadre la métropole a un grand rôle à jouer pour faciliter cette dynamique. Car avec plus de 65.000 mineurs considérés comme vulnérables au sein du territoire métropolitain, la jeunesse doit en effet constituer une priorité. Pour échapper aux orientations trop souvent subies, aux échecs scolaires et à l'idée que la vie professionnelle est une impasse il est essentiel de promouvoir l'estime de soi, de donner les codes, d'ouvrir des possibles, d'offrir des secondes chances et des alternatives aux parcours académiques. « *La jeunesse ne doit pas être un problème mais une ressource.* »

A côté des 6 filières d'excellence présentes sur le territoire, il est essentiel d'envisager d'autres pistes de développement pour l'emploi local, davantage adaptées au profil des actifs. « *Le développement d'initiatives telles que territoire zéro chômeurs* » mises en œuvre dans plusieurs communes françaises pourrait inspirer la métropole inclusive. « *Le champ de l'économie sociale et solidaire, l'économie circulaire, des systèmes économiques alternatifs devraient être également davantage pris en compte* » alors que ces volets sont relativement absents du schéma métropolitain de développement économique voté en mars 2017.

Plus largement, c'est le travail lui-même qui est interrogé à travers la dimension du bien-être au travail et le rôle que pourraient jouer les entreprises pour mieux répondre aux besoins de leurs salariés (pour se déplacer, se loger, faciliter la garde d'enfant, promouvoir le télétravail...). Enfin, dans une perspective plus compatible avec des enjeux de durabilité, de nombreux participants ont aussi évoqué la nécessité de dépasser un modèle économique de croissance fondé sur la rentabilité vers un modèle où la valeur repose sur l'utilité sociale et environnementale. Un modèle permettant aux travailleurs de trouver davantage de sens dans leur vie professionnelle.

La mobilité

C'est l'un des gros points noirs du territoire métropolitain qui est l'une des métropoles les plus congestionnées d'Europe, avec un an d'espérance de vie perdu dans les embouteillages. De fait 93% des déplacements s'effectuent en voiture et le fait de posséder ou non une voiture ou le permis est un facteur important d'inégalités. Ainsi, 44% des demandeurs d'emploi n'ont pas de voiture et 30% des

[Tapez ici]

habitants des quartiers les plus pauvres n'ont pas le permis contre 8% sur le reste du territoire. Le réseau de transport en commun est perçu comme « *insuffisant et vraiment inadapté* ». « *Ce sujet structurel nécessite une prise à bras le corps par nos institutions* ».

Autre sujet régulièrement évoqué : la question de la tarification qui devrait aussi faire l'objet d'une stratégie pour favoriser l'inclusion. Plusieurs pistes sont citées allant de la réduction des tarifs à la gratuité pour tout ou partie des publics. Déjà évoqués, le déploiement de mobilités douces, l'utilisation de navettes maritimes ou la mobilisation des entreprises dans un plan de mobilité constituent également des pistes à approfondir.

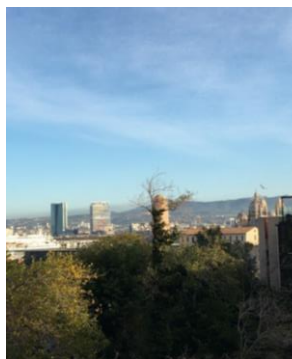
Enfin, une vision plus prospective en lien avec les enjeux de la transition écologique envisage la question de la relocalisation (des activités, des services) comme un enjeu important permettant de limiter les déplacements en accordant une valeur plus forte à la proximité.

L'habitat

Après la tragédie de la rue d'Aubagne, la question du logement et plus particulièrement du logement pour les personnes les plus pauvres apparaît aux yeux de tous comme un sujet essentiel. Il faut dire qu'avec 60.000 logements insalubres sur un total de 920.000, il faudrait au rythme actuel de rénovation près de 300 ans pour régler le problème !

La métropole se caractérise par un marché du logement très tendu. Le parc locatif social est très insuffisant logeant 18% de la population alors que 70% de la population y est éligible. Les loyers y sont souvent trop élevés pour les ménages les plus démunis, qui sont contraints de se loger dans le parc locatif privé dégradé. Face à ces niveaux de prix, le marché de l'immobilier est en partie inaccessible à la population locale qui subit son lieu d'habitat et son logement davantage qu'elle ne le choisit. Le sujet de l'habitat, comme celui de la mobilité, désarme.

Si chacun évoque une métropole inclusive visant « *à loger les gens dignement, à ce que plus personne ne dorme à la rue, à ne pas être assigné à un quartier, à pouvoir bénéficier d'un vrai parcours résidentiel avec du choix* » les pistes d'intervention sont complexes. Comment agir de manière structurelle ? Comment obtenir de réels résultats rapidement sans un investissement massif, à la hauteur véritable des enjeux ? Sans doute « *une stratégie volontariste de régulation du prix du foncier* » et « *l'application rigoureuse de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain* » permettrait des avancées. » « *Des enjeux majeurs se jouent également sur la question des attributions du logement social.* »



5 – En guise de conclusion : des modèles métropolitains pluriels

Les ateliers du vendredi ont permis d’interroger les modalités de fonctionnement de la métropole, son positionnement, ses objectifs, ce qu’elle est, ce qu’elle pourrait être... A partir des différents éléments entendus, il est possible de dessiner trois modèles, trois archétypes, sans doute caricaturaux, en partie déjà là et coprésents qui peuvent nous permettre de débattre ensemble de nos visions du futur, des étapes, des tâches et des actions à conduire pour une métropole inclusive.

La métropole du « chacun chez soi », expression des égoïsmes de tous

La métropole inclusive à construire, imaginée par les participants demeure très éloignée de la métropole vécue davantage décrite comme la métropole du « chacun pour soi » et du « chacun chez soi ». Celle-ci interroge : A quoi sert-elle ? Que produit-elle ? Quels sont les éléments qui la caractérisent ?

- Avec près de 600 élus, elle est paradoxalement assez illisible, lointaine et bureaucratique. Cela renforce le fossé institutionnel entre la décision publique et la réalité des besoins sociaux. Cela éloigne des gens, de la proximité. Cela rend la mise en action beaucoup plus lente.
- Elle est animée par une logique gestionnaire, sans véritable audace, sans vision globale, sans dimension prospective. L’action publique vise davantage à réparer que prévenir et anticiper.
- C’est une institution où l’on se parle peu, où l’on ne s’entend pas, caractérisée par un manque de volonté et d’esprit métropolitain. L’intérêt communautaire, qui n’a pas été défini, n’existe pas. Cette façon de faire la métropole est inadaptée aux réalités et aux besoins actuels, en particulier sur le volet de la transition écologique et des inégalités.
- La métropole ne cherche pas le débat. Elle se construit à côté de la société civile. Dans la société locale, les intérêts privés, les lobbys, les entre-soi présents, les égoïsmes sont avivés dans une logique de compétition, de concurrence, de lutte des places.
- Les actions de lutte contre l’exclusion et la réduction des inégalités sociales et territoriales se mettent en œuvre, mais souvent réduites à des dispositifs spécifiques limités qui ne permettent pas d’agir sur les dimensions structurelles de la production des inégalités. De fait, la ségrégation, l’exclusion, l’iniquité progressent. Les habitants les plus vulnérables se sentent stigmatisés, méprisés. Cette tendance génère de forts risques de tensions sociales, de séparatisme et pose le risque de l’ingouvernabilité locale ; vers une métropole ingouvernable.

La métropole du grand schéma stratégique, organisatrice et planificatrice

A l’opposé de ce modèle, venant en contrepoints aux caractéristiques de la métropole des égoïsmes et du chacun chez soi, se dessine une autre perspective : la métropole de la puissance organisatrice du grand projet métropolitain, très différente d’une administration de gestion... Elle repose sur une assise politique où l’intérêt communautaire est défini, partagé, témoignant d’une volonté et d’une ambition de faire ensemble au service de tous. Elle repose sur la confiance et le partage du projet. Elle se traduit en actes dans une approche stratégique et planificatrice du projet métropolitain, quoiqu’un peu technocratique. Elle comprend différents points :

- Une prise de conscience des mécanismes d’interdépendance reliant les territoires infra-communautaires et la nécessité de définir collectivement l’intérêt métropolitain dépassant la juxtaposition des intérêts communaux.
- Après la disparition des conseils de territoire, les élus communautaires façonnent un portage politique ambitieux, ils définissent à partir des grands enjeux métropolitain (mobilité- transport ; habitat ; emploi- développement économique ; transition ; cohésion sociale) une stratégie d’action à court, moyen et long terme, dans une approche globale et transversale. Ils s’appuient sur les documents de la mission Théry, sur les grands schémas déjà votés (agenda de la mobilité, plan bleu, projet métropolitain...), se les approprient et les mettent en œuvre.

[Tapez ici]

- Ils construisent des partenariats forts avec l'Etat, le Conseil Régional, le conseil départemental, (permettant notamment de décliner de manière opérationnel l'agenda de la mobilité) dans une logique de complémentarité, de pactes financiers, de plans thématiques. L'enveloppe globale politique de la ville est gérée entièrement par la métropole ce qui assoit aussi son autorité sur les communes.
- La philosophie d'intervention est celle d'une approche planificatrice, centralisée et descendante en termes d'opérationnalité. La grande échelle prime sur la proximité et les singularités.
- La métropole est inclusive parce qu'elle prend à bras le corps les sujets liés aux inégalités et souhaite agir de manière structurelle et massive à travers les plans et schémas stratégiques.

Entre ces deux versants, la « métropole des possibles »

Dans ce modèle la métropole est consciente des immenses enjeux et défis liés aux inégalités et à l'inclusion. Sa finalité est de permettre aux gens de se réaliser, d'avoir des choix et de réaliser un territoire métropolitain inclusif, où il est possible pour chacun de choisir sa vie (travail, logement...) plutôt que de la subir. L'inclusion n'est ainsi pas une limite ou un problème, mais le moteur du développement métropolitain. La Métropole doit rendre possible cette liberté de choix, qui permet à toutes et tous de trouver sa place pour faire société. Sa vocation est d'être facilitatrice, animatrice et démultiplicatrice. Elle démontre son utilité sociale par les services qu'elle rend à ses habitants, par les possibles qu'elle crée :

- C'est une métropole agile, en mouvement, moins bureaucratique et sans modèle figé. Elle vise l'action et la multiplication de projets de tailles variées qui contribuent à des dimensions sociales, environnementales économiques. Plusieurs principes d'action sont mis en œuvre : légèreté, souplesse, visibilité, principe de subsidiarité.
- C'est une métropole de la confiance et des alliances qui facilite l'implication des énergies créatrices et la co-construction des possibles avec des acteurs d'horizons sociaux divers et les citoyens.
- Elle s'appuie sur une organisation adaptée (« DGA des possibles ») et un référentiel d'action publique centré sur l'inclusion qui guide l'action de l'ensemble des services et promeut la transversalité. Elle se dote d'outil opérationnel de type « Lab des possibles »
- La métropole des possibles est en partie déjà là, avec de nombreuses expériences présentes au sein du territoire sur des sujets multiples qu'il convient de valoriser de démultiplier.
- C'est la métropole de la transition : une nouvelle culture de la stratégie et de l'action publique. Une métropole plus horizontale, fédératrice des énergies.



Laurent Bielicki - Juillet 2020
Chargé de mission - Cité Ressources